LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 novembre 2026

Pourquoi je ne signerai pas cette pétition.

Une pétition appelant à fermer CNews dépasse 500.000 signatures sur le site de l'Assemblée nationale - BFMTV 2 novembre 2026

J-C - Pour au moins quatre raisons :

1- Je ne participerai pas à une opération qui consiste à en appeler à l'Assemblée nationale, donc, qui cautionne une fois de plus l'existence des institutions de la Ve République que je combats ;

2- En régime capitaliste, si le régime politique en place ou le législateur garantit la liberté d'expression, nous en profitons pour mener au grand jour notre combat politique. Dans le cas contraire, nous serions contraints à la clandestinité, et les entraves à ce droit perturberaient gravement notre activité politique, sans parler des dommages d'ordres divers dus à la répression que nous subirions. Par conséquent, le statut actuel avec toutes ses imperfections nous va très bien ;

3- Dans l'introduction de cette pétition, il est écrit que CNews ne serait pas « *une chaîne d'information* » *mais* « *une machine de propagande* », mais qu'est-ce que sont toutes les autres chaines de télé et de radio, tous les journaux, toutes les revues ou magazines qui traitent de politique, sinon des organes de propagande appartenant à différents courants politiques de droite ou de l'extrême centre, voire, libertarien ou d'extrême droite, pro capitaliste et Ve République ?

Cela signifie, qu'au passage cette pétition cautionne cette imposture qui consiste à faire oublier qu'ils pratiquent tous la désinformation ou falsifient la réalité quotidiennement, délibérément, ouvertement et en toute impunité. Elle les réhabilite, elle est leur porte-parole, cela va très loin.

3- Si nous avions un parti ouvrier révolutionnaire, à un moment donné nous pourrions disposer d'une chaîne de télévision ou de radio, pourquoi pas. Or, si on suit la logique de cette pétition, soit nous serions obligés d'avoir une ligne éditoriale "*équilibrée*" ou qui tiennent compte des différents courants politiques existant dans ce pays, soit de diffuser également de la propagande de droite et d'extrême droite en plus de la propagande de la gauche opportuniste, bref, le contenu informationnel de notre chaîne, autant dit son orientation politique, devrait tenir compte des critères dictés par les autorités audiovisuelles. Mon portail tomberait sous le coup de la censure, ainsi que plein d'autres blogs.
Au final, cela signifie qu'en se soumettant à ces exigences dictées par l'Etat conformément aux besoins du capitalisme nous perdrions notre indépendance et nous deviendrions un des rouages de la propagande de la réaction, au lieu de servir notre classe et le socialisme.

Si demain, ils interdisaient cette chaîne, ce journal, ce spectacle, cette chanson, cette photo ou cette image, ce livre, dites-vous bien que votre tour viendrait un jour, si vous figuriez parmi les opposants à ce régime. En janvier 2014, je n'ai pas soutenu personnellement l'humoriste Dieudonné, lorsque

son spectacle fut frappé d'interdiction par Valls, Ayrault et Hollande, en revanche, j'ai dénoncé cette atteinte à la liberté d'expression, vous saisissez la nuance. Je ne me prononce pas sur le contenu qui ne me concerne pas, mais sur la forme, le droit.

Si dans ce pays il y a des lecteurs de Mein Kampf d'Adolf Hitler, par exemple, c'est parce qu'il existe des conditions favorables à l'épanouissement de cette idéologie nauséabonde. Donc si on voulait éradiquer ce genre de lecteurs ou faire en sorte qu'ils disparaissent, qu'ils soient le moins nombreux possible ou qu'ils changent de lecture, il faudrait commencer par s'attaquer à ces conditions, donc à l'origine de ce phénomène, au lieu de s'en prendre à ses conséquences qui peuvent en entraîner d'autres contre productives. Car tout appel à restreindre la liberté d'expression ou pire, à la réprimer, peut se retourner contre vous, et conduire le législateur, qui figure dans le camp de la réaction, à justifier la suppression de votre propre liberté d'expression.

Sous le prétexte fallacieux de protéger la dignité humaine, l'ordre public ou les minorités, la social-démocratie-néolibérale libertaire a fait adopter une batterie de mesures ou de lois liberticides depuis les années 90, à défaut de réformes sociales de fond ou de préserver les services publics, elle a constamment participé à leurs remises en cause ou leur privatisation, et lorsque ces atteintes aux libertés avaient été adoptées ou votées par la droite ou le centre, lorsque Hollande est parvenu au pouvoir, il n'en abolie aucune, aucun gouvernement dit de gauche n'a défait la politique antisociale ou d'austérité de ses prédécesseurs, au contraire, ils les ont poursuivies et amplifiées jusqu'à adopter le blocage des salaires, par exemple, etc.

Autant dire qu'ils ont beaucoup de mal à se faire passer pour la gauche sur le plan social, c'est un euphémisme tellement ils sont réactionnaires, par conséquent ils se rabattent sur des questions de société ou communautaires qui présentent l'avantage de diviser et affaiblir la classe ouvrière et les classes moyennes, ce qui leur permet d'appliquer tranquillement leur politique anti-ouvrière quand ils sont au pouvoir, ou de semer le chaos qui profite à la réaction quand ils sont dans l'opposition.

C'est ce qui les amène à instrumentaliser le racisme et l'extrême droite, les discriminations dont font l'objet des communautés, en fait tout ce qui leur tombe sous la main, particulièrement en période électorale. Cela dure quand même depuis le milieu des années 70 !

Une pétition appelant à fermer CNews dépasse 500.000 signatures sur le site de l'Assemblée nationale - BFMTV 2 novembre 2026

La chaîne est accusée, par des élus issus de la gauche française, d'être «*raciste*».

Après RT France, C8 ou encore NRJ12, CNews est-elle la prochaine chaîne qui va être contrainte de rendre définitivement l'antenne ?

Une pétition sur le site de l'Assemblée nationale appelant à "supprimer CNews de l'audiovisuel français" a dépassé 500.000 signatures ce lundi 2 novembre, ouvrant la voie à un possible débat sur le sujet dans l'hémicycle.

La chaîne du groupe Canal+, dans le giron du milliardaire conservateur Vincent Bolloré, est régulièrement accusée de promouvoir les opinions et les thèmes d'extrême droite, ce qu'elle conteste en assurant défendre la liberté d'expression.

"*CNews n'est pas une chaîne d'information. C'est une machine de propagande*", est-il écrit en introduction de la pétition, lancée par un particulier.

CNews avait été mise en demeure en juin dernier par le régulateur de l'audiovisuel (Arcom) de corriger un "*déséquilibre manifeste et durable dans l'expression des courants de pensée et d'opinion*" sur son antenne, notamment "*sur la menace que représenteraient l'immigration et l'islam pour la société française*". BFMTV et RT 2 novembre 2026

La Bourse ou la vie ? Leur dernier paradis artificiel aura fait long feu.

Bourse : les géants technologiques américains perdent 2 000 milliards de dollars sur fond de doutes quant à la rentabilité de l'IA - RT 1 nov. 2026

La correction des valeurs technologiques américaines en octobre met en lumière les incertitudes entourant la course à l'intelligence artificielle. Malgré des centaines de milliards de dollars investis dans les infrastructures, les grands groupes peinent encore à convaincre les marchés que ces dépenses généreront des gains à la hauteur des attentes. RT 1 nov. 2026

J-C – On ne compte plus les nouveaux besoins qui sont venus concurrencer les anciens, et qui au lieu de les remplacer, sont venus s'ajouter à eux.

La machine à laver a mis fin à la brosse à linge et au lavoir, mais elle n'a pas remplacé les blanchisseries.

L'ordinateur a remplacé la machine à écrire, mais il n'a pas mis un terme au secrétariat ou aux emplois de bureau, qui au contraire se sont multipliés. L'imprimante laser n'a pas totalement remplacé les photocopieurs.

Les appareils photos numériques, puis les smartphones ont signé le décès de la pellicule argentique, mais pas de la photo reproduite sur un support papier, qu'on pose sur une étagère ou qu'on accroche au mur. La pellicule argentique connaîtrait un regain d'intérêt, paraît-il, elle serait réservée à la photo d'art.

L'adresse électronique a porté un coup à la boîte aux lettres traditionnelle, mais elle n'a pas supprimé le courrier, qui est devenu le courriel ou « *e-mail* » en anglais.

La télévision n'a pas porté un coup mortel au cinéma. Le DVD non plus.

Internet n'a pas entraîné la mort des cinémas, des théâtres, des bibliothèques ou des librairies, la fin des CDRom ou des concerts.

Le e-book n'a pas remplacé le bon vieux livre en papier

Le smartphone a mis fin aux montres, mais pas aux réveils et aux horloges.

Les supermarchés ont entrainé la disparition des trois quarts des commerces de proximité, mais ils n'ont pratiquement rien changé aux habitudes alimentaires de la population.

Les lois restreignant la liberté d'expression n'ont pas permis d'éradiquer les idées ou comportements intolérants ou discriminatoires, tels que le racisme, la xénophobie, la misogynie, l'homophobie, etc., parce que leurs origines remontent aux rapports sociaux qui sont toujours en

vigueur, ils en sont le produit. Pour qu'ils disparaissent, c'est le capitalisme basé sur les inégalités sociales qu'il faut abolir.

Etc.

Cela rejoint une réflexion que je me suis fait au réveil ce matin.

Avec le développement économique et le progrès social, on pensait que les hommes pourraient un jour s'émanciper du règne de la nécessité et atteindre celui de la liberté, mais en réalité, c'est l'inverse qui s'est produit au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Pourquoi et comment ?

Parce qu'au fur et à mesure que se développaient les forces productives, les sciences et les technologies suivirent le mouvement, ce qui permis de concevoir de nouveaux besoins de plus en plus nombreux et sophistiqués et de réaliser les moyens de les satisfaire, de sorte que parvenus au XXIe siècle de l'ère vulgaire, au premier abord, le constat s'impose qu'il sera très difficile, voire impossible d'en sortir un jour ou de pouvoir s'en passer, ce qui signifierait si cela se confirmait, que le socialisme demeurerait à jamais une magnifique utopie. Ce qu'on n'ose pas imaginer un instant évidemment, car cela signifierait aussi que la civilisation humaine courrait à se perte, et que rien ni personne ne pourrait stopper sa déchéance ou l'empêcher de connaître un destin aussi douloureux que tragique.

Tout cela pour ça, dira-t-on, la nature ou la matière nous ont habitué à autre chose, personne ne peut se résoudre à l'envisager ou à y croire, non pas parce qu'on aspire individuellement au bonheur, mais parce qu'on estime que chacun y a droit. On n'a pas mérité de vivre pareille injustice ou d'en rester là, ce serait trop stupide !

J'ai eu la chance ou l'opportunité dans ma vie de changer de pays d'accueil et de continent, de vivre dans des milieux et avec des gens totalement différents, ce qui m'a contraint à certaines adaptations, à faire des concessions aussi, à m'interroger sur mes rapports avec le monde extérieur ou la société, sur mon mode de vie, sur mon comportement, sur mes idées également, et je me suis résolu à les modifier parfois, tout en restant attaché à un certain nombres de principes et des valeurs, qui, si elles présentaient un caractère universel, pour autant cela ne signifiait pas qu'elles étaient les bienvenues partout.

Tout cela pour dire que j'ai été amené à passer au peigne fin toute mon existence, et le monde dans lequel je vivais, sur lequel j'ignorais encore énormément de choses importantes, ce qui m'a conduit à faire un grand ménage dans ma vie, dans mes habitudes ou mes besoins, pour finalement m'apercevoir qu'une fois allégé de ce qui les encombraient inutilement, je m'en portais beaucoup mieux. J'en ai fait l'inventaire, et je fus surpris de découvrir qu'on pouvait vivre aussi bien ou mieux en se passant d'un tas de choses, j'en ai fait un art de vivre.

Je dois dire que je n'ai pas tellement de mérite, parce rapidement on se passe d'un tas de trucs et on les oublie sans faire le moindre effort ou ressentir la moindre frustration. On n'en a absolument pas besoin finalement, ce qu'on n'aurait pas imaginé autrefois. Je crois que cela pourrait être le mot de la fin : Dès lors qu'on peut satisfaire ses besoins élémentaires, et qu'on peut s'épanouir individuellement sans empiéter sur la liberté des autres ou leur manquer de respect, un tas de besoins apparaissent illusoires et encombrant, de sorte qu'avant d'adopter de nouveaux besoins on y réfléchira longuement.

On doit s'attacher à ce que les besoins élémentaires de chaque homme ou femme soient satisfaits dans le monde. Notre attention doit se concentrer sur cet objectif, parce qu'il est à la portée de main,

et il est primordial qu'on le réalise avant d'envisager de nouveaux besoins qui ne font qu'alimenter la machine infernale du capital, mais ne concourt en rien au bien-être de l'humanité, puisque les neuf dixième en sont exclus.

Vous aurez remarqué que lorsque quelqu'un devient très riche, il va commencer par satisfaire tous les besoins, qui un jour lui étaient passés par la tête, puis il va rajouter tous ceux qui sont liés à sa nouvelle condition, et une fois qu'il en aura fait le tour, il commencera à s'ennuyer sans trop savoir pourquoi. La tristesse va finir par l'envahir petit à petit, quoiqu'il fasse un mal profond va le ronger et ne le quittera plus jamais, pas spécialement parce qu'il appartiendrait à une couche infime de privilégiés qui auraient satisfait tous leurs besoins au détriment des autres, mais parce qu'il ne méritait pas d'être heureux, tout simplement.

Cela peut paraître curieux, qu'il devienne psychologiquement perturbé ou mentalement dérangé ou dépressif, après avoir baigné dans le bonheur, mais c'était sans compter que dans la vie comme dans la nature ou avec la matière, tout vient à point qui sait attendre, et s'il existe une explication à chaque malheur, il se trouve qu'aucun bienfait n'est gratuit, tout se paie un jour. Voyez comment les vertus attribués au capitalisme se retournent contre lui, même pour lui il existe une justice, qui n'a rien de divine puisqu'elle relève de la dialectique.

Si notre combat politique se situe essentiellement sur le terrain de la lutte des classes, pour vaincre le capitalisme et ses représentants, encore faut-il savoir dans quelles conditions on mène cette lutte à mort, sinon nous n'aurons aucune chance de l'emporter. Les conditions sociales et politiques dans lesquelles on mène ce combat évoluent perpétuellement, par conséquent, on doit les évaluer à chaque instant, afin de profiter de celles qui lui sont favorables pour avancer vers notre objectif ; Si maintenant on les laisse passer ou on ne s'en soucie pas, on court à notre perte.

Si j'ai abordé cette question des besoins, c'est parce qu'elle cristallise les rapports inconscients de subordination qui existent entre les masses et le capitalisme, dont elles doivent prendre impérativement conscience, afin de pouvoir s'en délivrer le moment venu, à ne pas confondre avec un moment qu'on lui dicterait de manière autoritaire ou dogmatique, car on ne dicte rien aux masses, on les aide à progresser, on les guide, on les organise, c'est tout, mais c'est déjà pas mal, en c'est déterminant à bien des égards.

Mieux on cerne ces besoins, plus on en prend conscience, moins en sera dépendant ou esclave du régime économique en place. Vous remarquerez une nouvelle fois que je ne dicte à personne ceux qu'il faudrait supprimer, c'est à chacun d'en décider librement, et on doit respecter ce choix, car c'est ainsi qu'on peut tisser pas à pas des rapports de confiance avec les travailleurs et jeunes…

Cette réflexion mériterait d'être approfondie, non ?

CRS = SS ? Quand des nervis et des CRS tabassent ensemble des manifestants. Les preuves en images.

J-C - Le fait que cet article provienne de France Info, réputé être le porte-parole du gouvernement ou du régime, témoigne de la connivence ou collaboration qui existe entre des milices fascistes et des secteurs de l'appareil policier de l'Etat pour s'en prendre violemment en toute impunité à des manifestants s'opposant à la politique réactionnaire de Macron.

Dès lors que des images d'origine diverses l'attestent, plus personne ne peut le nier, il ne reste plus que le mensonge et le déni aux autorités, qui sont autant d'encouragements prodigués à l'extrême droite dont elles sont si proches.

La police a-t-elle coopéré avec des militants d'ultradroite à Montpellier lors de la manifestation du samedi 24 octobre ? - franceinfo.fr 30 octobre 2026

De nombreuses publications sur les réseaux sociaux accusent les policiers d'avoir protégé et laissé agir ces groupes. Si l'exécutif nie toute accointance entre forces de l'ordre et militants, franceinfo a recueilli plusieurs témoignages et images qui suggèrent le contraire.

https://www.franceinfo.fr/societe/manifestations/enquete-franceinfo-la-police-a-t-elle-coopere-avec-des-militants-d-ultradroite-a-montpellier-lors-de-la-manifestation-du-samedi-24-octobre_8257252.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-meteo&at_send_date=20261102&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9&at_adid=DM1410791

France. Mobilisation lycéenne et étudiante.

FranceInfo 3 novembre 2026

51 établissements d'enseignement supérieur sur 184 ont été perturbés, selon le ministère

L'Union étudiante, de son côté, fait état "*d'une université sur deux perturbées*" et de "*plus de 50 campus bloqués*".

Cinquante-et-un établissements de l'enseignement supérieur sur 184 sont perturbés à l'appel des organisations étudiantes, mardi 3 novembre, a annoncé à la presse le ministère de l'Enseignement supérieur. C'est un peu moins d'un tiers. L'Union étudiante a de son côté fait état dans un communiqué "*d'une université sur deux perturbées*" et de "*plus de 50 campus bloqués*". Il s'agit selon eux d'un "*bon échauffement*" avant la mobilisation nationale prévue jeudi à laquelle les organisations de jeunesse veulent participer et qui s'annonce plus importante et devrait rassembler salariés du privé, fonctionnaires, retraités et étudiants.

Très peu de lycées bloqués. Selon le ministère de l'Education nationale, 48 lycées étaient bloqués à 9h30, contre 41 à la même heure la veille, ce qui représente toujours plus de 1% des établissements du territoire. De son côté, l'Union syndicale lycéenne (USL) a dénoncé "*un chiffre absurde*", estimant auprès de France Culture que "*plus de 500 lycées*" étaient concernés ce matin par un "*blocage total ou filtrant*".

Des établissements déjà perturbés lundi. Au retour des vacances de la Toussaint, lundi, environ 15% des établissements de l'enseignement supérieur ont de nouveau connu "*des perturbations*", qui ont été variables, selon le gouvernement. Selon le ministère de l'Education, 41 des 3 700 établissements étaient bloqués lundi. L'Union syndicale lycéenne (USL) en a recensé environ quatre fois plus.

Une manifestation interdite au cœur de Paris. La préfecture de police a pris lundi un arrêté pour interdire la manifestation prévue mardi par l'Interfac Ile-de-France, qui devait relier le Panthéon au siège du Medef, au cœur de Paris. Un parcours "*incompatible avec les contraintes de sécurité en vigueur (...) dans un contexte social extrêmement tendu*", a justifié la préfecture. Le collectif, qui se

présente comme l'assemblée générale des étudiants des facultés franciliennes, entend contester en justice le parcours alternatif en périphérie qui lui est proposé.
La mobilisation de jeudi en ligne de mire. Lycéens et étudiants comptent se joindre jeudi à la journée de mobilisation pour le pouvoir d'achat qui, pour la première fois depuis la rentrée, doit réunir salariés du privé, fonctionnaires et retraités. Le parcours parisien de cette manifestation, également soutenue par des gilets jaunes, n'a pas encore été validé par les autorités, ce qu'a dénoncé lundi la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet. "*Ce n'est pas sérieux de travailler dans ces conditions-là*", a-t-elle dénoncé lundi.

Vont-ils réussir à mettre sur orbite le candidat sélectionné par l'oligarchie liée à l'Etat profond ?

J-C - Édouard Philippe devance largement tous ses concurrents de droite dans tous les sondages, alors pourquoi devrait-il accepter de participer à une primaire à droite, qui témoignerait des divisions de son camp plutôt que le réunir ?

Et puis il faut avoir à l'esprit que l'oligarchie qui trône à Bilderberg ne l'a pas choisi par hasard ou pour faire n'importe quoi. Chaque fois qu'elle a désigné un candidat, il devait être en rupture avec les conservateurs de son camp ou de son parti, il ne devait avoir aucun compte à leur rendre, il devait adopter un comportement autonome ou libre de manière à pouvoir appliquer à la lettre le programme dicté par l'oligarchie, et non le programme de son parti ou pire, de je ne sais quelle coalition au sein de laquelle des rivalités ou conflits d'intérêts risqueraient d'empoisonner l'atmosphère politique, et de se traduire concrètement par la division, de céder la place au désordre ou au chaos qui conduirait à la paralysie, ce que ces gens-là n'apprécient pas du tout, car time is money !

Voyez comment se sont déroulés les quinquennats de Sarkozy, Hollande et Macron. L'oligarchie, consciente de l'énorme pouvoir dont elle dispose désormais, refuse qu'on discute son idéologie, elle n'accepte aucune critique, pire, toute idée d'amendement ou de concession. Quel que soit le sujet abordé, elle manifeste un comportement autoritaire ou totalitaire qui est à prendre ou à laisser, à bon entendeur salut !

À six mois de la présidentielle, le pari risqué d'Édouard Philippe, boudeur de primaire mais privé de dynamique - HuffPost 3 novembre 2026

Edouard Philippe refuse de participer à une primaire - Agence France-Presse 1 novembre 2026

L'ancien Premier ministre refuse l'idée d'une primaire à droite et au centre pour 2027. Il estime qu'elle ne ferait qu'ajouter de la «*confusion*» et de la «*division*»

Édouard Philippe ne participera pas à une primaire de la droite et du centre. Opposé depuis des mois à ce mode de départage, le maire du Havre a réaffirmé sa position dimanche sur TF1, quelques jours après la proposition lancée par son concurrent Gabriel Attal, et invité ses rivaux à prendre leurs «*responsabilités*» au mois de février.

Une «*primaire de la division*» et de la «*confusion*»: Édouard Philippe a balayé dimanche la proposition de «*primaire des démocrates*» mise sur la table par Gabriel Attal pour éviter un second tour entre Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon.

«*C'est une primaire de la division, parce que le principe même d'une primaire, c'est d'appuyer sur les différences entre les candidats. Or, je pense que nous avons à créer du commun beaucoup plus qu'à appuyer sur nos divisions*», a d'abord affirmé l'ancien Premier ministre pour justifier sa position.

«*Et puis c'est une primaire de la confusion parce qu'elle rassemble des gens qui sont les continuateurs du macronisme pour M. Attal, et d'autres qui tendent la main à l'union des droites*», a poursuivi Édouard Philippe, alors que la question du périmètre de cette primaire – jusqu'où au centre-gauche et à droite? – agite les débats depuis plusieurs semaines.

Le suspense quant à la position du maire du Havre était faible. Mercredi soir, son parti, Horizons, avait déjà rejeté l'idée de primaire de l'autre ancien Premier ministre d'Emmanuel Macron. «*Ce n'est pas ce* «en même temps» *aussi cafouilleux qu'hasardeux qui permettra d'éviter*» un duel RN-LFI, avait ainsi fustigé le président du groupe à l'Assemblée nationale, Laurent Marcangeli.

Pour Édouard Philippe, l'heure du départage entre les nombreux candidats déclarés de la droite et du centre viendra en «*février*». «Au mois de février, chacun prendra ses responsabilités», a prédit le candidat Horizons. «*Si les Français ont décidément envie de passer à autre chose. Eh bien, écoutez, j'en tirerai les conséquences*», a assuré Édouard Philippe sur TF1.

Mais le maire du Havre, bien que favori dans l'espace du centre et de la droite dans les sondages, est lui aussi dans une dynamique négative depuis quelques semaines. «*Édouard (Philippe) a commencé à se mettre sur le toboggan, mais je ne suis pas sûr qu'il le sente*», s'inquiétait dans la semaine un cadre du bloc central.

Derrière lui, la liste des prétendants est longue. Gabriel Attal, Dominique de Villepin, Bruno Retailleau, David Lisnard, Xavier Bertrand: les candidats déclarés ou en passe de l'être sont nombreux et aucun ne semble, selon les sondages, en mesure de parvenir au second tour. L'idée formulée par Gabriel Attal, mais poussée également par le MoDem, est donc de faire émerger une seule candidature de cet espace, qui a pris l'habitude depuis 2024 de gouverner ensemble, via une primaire. Agence France-Presse 1 novembre 2026

Edouard Philippe, le candidat de l'ordre établi néolibéral ou de la réaction sur toute la ligne à abattre. Il tient exactement le même discours que Macron et Sarkozy.

"*Nous devons remettre nos comptes en ordre*", a martelé le maire du Havre, insistant sur le fait que "l*a réussite passe par l'effort*», c'est pourquoi *«nous devons travailler un peu plus, faire en sorte que ce travail paie beaucoup»*.

Selon lui, "*augmenter le Smic alors que l'économie française a un énorme problème de compétitivité, alors que la croissance est en berne, ça me paraît une solution illusoire*". TF1 1 novembre 2026

J-C - Il a raison, s'il compare avec l'Asie, il faudrait au moins diviser le Smic et les retraites par deux ! Et le compte n'y serait toujours pas ! Un travailleur au Smic en France coûte environ en prenant en compte le total des rémunérations et droits sociaux, plus de 4.000 euros par mois, en Inde pour le même emploi, un travailleur perçoit 120 euros, dont 20 euros correspondant à des droits sociaux,

HuffPost confirme mon analyse.

C'est logique, puisque apparemment la droite (Renaissance, le MoDem, Horizons, UDI, le Parti Radical, Les Républicains, Nouvelle Énergie) est largement majoritaire en France, et si on ajoute les voix de l'extrême droite, ils sont archi majoritaires, en revanche, ce qu'ils appellent la gauche et l'extrême gauche se trainent aux alentours de 40%, avec un tel retard l'affaire est pliée, sauf évènement exceptionnel qui redistribuerait les cartes, quoiqu'il en soit, cela témoigne en France d'un niveau de conscience politique majoritairement misérable, entretenu par les partis du NFP (Nouveau Front Populaire) au service du régime.

HuffPost - Les voyants ne sont pas franchement au vert pour celui qui comptait être le candidat naturel de sa famille politique.

« L'*affaissement est général pour la droite et le centre, évacue son porte-parole Maël de Calan auprès de La Tribune. Le rapport des forces n'a pas changé en son sein. Édouard Philippe reste le seul à garder une chance de se qualifier au second tour* ». Les prochaines semaines diront s'il a raison d'être optimiste. HuffPost 1 novembre 2026

J-C - Tous à droite savent ce qui va se passer, que cela leur plaise ou non. Et il s'en trouve pour le claironner.

BFMTV - Le maire LR de Meaux Jean-François Copé a estimé dans BFM Politique ce dimanche 1er novembre qu'il "n'y aura pas de primaire" du centre et de la droite.

"*Il n'y aura pas de primaire, c'est écrit*", dit-il...

"*Il vaut mieux assumer et dire de manière très claire qu'au mois de janvier, en fonction de la popularité évaluée de chacun, il faudra qu'ils se mettent d'accord, parce qu'ils ont une responsabilité historique*", assure-t-il.

Pour sa part, il assure que "s*on combat*" est qu'il n'y ait "*qu'un seul*" candidat du centre et de la droite, pour battre le Rassemblement national et La France insoumise, qu'il renvoie dos à dos. Pour cela, il veut convaincre "*ceux qui ne seront pas en tête au mois de janvier d'accepter de se retirer contre celui qui est le meilleur*". BFMTV 1 novembre 2026

J-C – Secret de polichinelle, c'est ainsi que cela va se terminer, en additionnant leurs voix, Edouard Philippe serait assuré de recueillir entre 25 et 30% et de souffler la seconde place à Mélenchon, sauf si Glucksmann se désistait en sa faveur, auquel cas il se maintiendrait devant Philippe et juste derrière Le Pen, cela pourrait se jouer à quelques pourcents près.

N'allez pas croire que ce scrutin m'emballerait, je ne figure pas sur les listes électorales et donc je n'irai pas voter, disons que je voulais voir si je pouvais me mettre dans le bain, pour mieux saisir l'état d'esprit des masses, des élites et des autorités, cela peut être utile pour éviter de raconter des conneries, vous ne trouvez pas ?

Si cela vous faisait chier, je le comprendrais parfaitement et je ne vous donnerais pas tort. Si vous croyez que cela m'amuse au lieu d'aller à la plage sous un cocotier, il faisait encore 32° à midi !

Palestine occupée.

J-C – Et pendant ce temps-là le génocide continue…

Gaza: des frappes israéliennes tuent huit personnes, dont un enfant - BFMTV 1 novembre 2026

Plusieurs frappes israéliennes sur la bande de Gaza ce dimanche 1er novembre ont tué huit personnes, dont un enfant.

Huit personnes, dont un enfant, ont été tuées ce dimanche 1er novembre dans plusieurs frappes sur la bande de Gaza, ont indiqué dimanche les services de secours du territoire palestinien et les hôpitaux locaux.

Cinq personnes sont mortes à Khan Younès (sud) et trois autres à Gaza-ville, a précisé dans un communiqué la Défense civile, organisation de premiers secours opérant sous l'autorité du mouvement islamiste Hamas, au pouvoir à Gaza.

Les hôpitaux locaux ont confirmé avoir reçu les corps, ainsi que plusieurs blessés. "*Des avions de l'occupation (israélienne) ont ciblé plusieurs policiers en service*" à Khan Younès, a affirmé le ministre de l'Intérieur de la bande de Gaza. BFMTV 1 novembre 2026

J-C- On enrage et on a envie de pleurer, quand on pense au martyr ou aux souffrances que subit le peuple palestinien. C'est d'une cruauté et d'une tristesse incommensurables, intraduisibles avec des mots.

Maroc.

J-C - Un régime monarchique est forcément encore barbare...

Maroc: un dessinateur condamné à 4 ans de prison ferme pour avoir caricaturé le roi Mohammed VI - RFI 2 novembre 2026

Sur son compte Instagram, suivi par une dizaine de milliers d'abonnés, le dessinateur avait publié plusieurs caricatures du roi Mohammed VI, grimé, travesti et représenté en animal. Des dessins jugés offensants par les autorités marocaines. Yasser Mounbir est arrêté en juin 2026 et placé en détention provisoire.

Son jugement a été rendu ce vendredi. Verdict : 4 ans de prison et 40 000 dirhams d'amende, soit 3 600 euros. Son avocat, Maître Farouk, a annoncé dimanche faire appel de la décision. Yasser Mounbir a été reconnu coupable d'insulte au roi et à des agents publics. L'article 179 du Code pénal marocain punit l'offense au souverain de six mois à deux ans de prison.

L'Association marocaine des droits humains a exigé sa libération au nom de la liberté d'expression. Cet été, une pétition réclamant sa libération avait été signée par plusieurs centaines de personnes, parmi lesquelles des journalistes, des intellectuels et des figures de l'opposition marocaine. Pour plusieurs signataires, ce procès illustre un durcissement de la répression contre les voix contestataires, notamment à travers les poursuites pour le chef d'accusation d'« *outrage envers un corps constitué* ».

Les avocats de Yasser Mounbir, joints par RFI, Farouk Mehdaoui et Soujar Sara, dénoncent une sanction disproportionnée et une atteinte grave à la liberté de création. Selon eux, une expression artistique ne saurait justifier une peine privative de liberté au seul motif qu'elle dérange, choque ou est perçue comme offensante.

Tchad.

Le Tchad sollicite l'expertise de la Russie pour renforcer la lutte contre le terrorisme - RT 1 nov. 2026

Le ministre tchadien des Affaires étrangères, Ahmed Kogri, a exprimé la volonté de son pays de bénéficier du soutien de la Russie dans la lutte contre le terrorisme. Lors d'un entretien, il a appelé Moscou à prendre part aux partenariats régionaux engagés contre le groupe terroriste Boko Haram, notamment dans la région du lac Tchad et au Sahel.

« *Nous avons besoin que la Russie rejoigne les partenariats régionaux pour lutter contre Boko Haram dans la région du lac Tchad et même au Sahel* », a déclaré le chef de la diplomatie tchadienne.

Le ministre a mis en avant l'expérience de la Russie dans la lutte antiterroriste, soulignant l'intérêt de son pays pour une coopération dans ce domaine. Il s'est également dit convaincu que les efforts conjoints de Moscou et des partenaires régionaux pourraient permettre de venir à bout du terrorisme.

La demande tchadienne intervient dans un contexte de menaces terroristes persistantes, particulièrement dans la région du lac Tchad, aux frontières du Nigeria, du Niger et du Cameroun.

Boko Haram mène régulièrement des attaques contre les forces armées tchadiennes et nigérianes.

Présent depuis plusieurs années dans la région, Boko Haram a prêté allégeance à l'organisation terroriste État islamique en mars 2015, avant d'adopter le nom de Province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest. Une scission est ensuite intervenue, donnant lieu à deux organisations distinctes, Boko Haram et l'ISWAP, toujours actives dans la région.

Au-delà de la lutte antiterroriste, N'Djamena souhaite approfondir ses relations avec la Russie sur le plan économique. Ahmed Kogri a notamment exprimé l'intérêt de son pays pour une coopération avec Moscou dans le secteur agricole.

Le chef de la diplomatie tchadienne a également affirmé que le Tchad était ouvert aux investissements russes dans les infrastructures ainsi qu'au transfert de nouvelles technologies. Les autorités tchadiennes envisagent ainsi une coopération avec Moscou qui ne se limiterait pas à la sécurité, mais pourrait également accompagner le développement économique du pays.

En complément.

Burkina Faso : le Premier ministre défend le rapprochement avec Moscou et affirme une amélioration sécuritaire - RT 31 oct. 2026

RDC-Russie : Kinshasa sollicite l'appui de Moscou pour une paix durable dans l'est du pays - RT 1 nov. 2026

Burkina Faso : l'enseignement en langues nationales progressivement généralisé dans les écoles - RT 1 nov. 2026

Les autorités burkinabè veulent faire des langues nationales le principal vecteur d'apprentissage dans les premières années du primaire. Dès le CP1, 90 % des enseignements seront dispensés dans une langue locale, avant une réintroduction progressive du français, qui redeviendra la principale langue d'enseignement en cinquième année.

J-C - Si j'étais jeune, j'aurais proposé d'y enseigner, puisque je dispose d'un diplôme universitaire pour enseigner le français langue étrangère dans des établissements publics... Une expérience africaine me manque, sud-américaine aussi, en fait je crois que j'aurais aimé combiner voyage et travail pendant quelque temps avant de me fixer quelque part, pas forcément en France.

Bulgarie.

Présidentielle en Bulgarie : victoire d'Iliana Iotova, tenante du dialogue avec Moscou - France 24 1 novembre 2026

Les Bulgares étaient appelés aux urnes, dimanche 1er novembre, pour départager deux candidats à la présidentielle que tout semble opposer : Iliana Iotova, présidente sortante, partisane d'un cessez-le-feu en Ukraine et du dialogue avec Moscou, et Andrey Gyurov, ancien Premier ministre par intérim soutenu par l'opposition pro-occidentale, qui plaide pour une ligne dure face à la Russie.

Avec entre 57,4 et 58,2 % des voix selon les premiers sondages, Iliana Iotova a largement remporté le scrutin. Elle devance son rival Andrey Gyurov, ancien Premier ministre par intérim soutenu par l'opposition pro-occidentale, qui a rassemblé entre 38,6 et 39,6 % des suffrages.

Elle devient la première femme élue à la tête de ce pays de 6,4 millions d'habitants.

Le premier tour avait été marqué par une participation historiquement faible de 23 %. Cette fois, elle s'est élevée entre 27 et 29 % environ selon les premiers chiffres.